

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 30/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DOURDIN

25, rue Emile Vandamme
59350 Saint-André-Lez-Lille

Références : BM/BM
Code AIOT : 0007003107

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement DOURDIN implanté 25, rue Emile Vandamme 59350 Saint-André-lez-Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOURDIN
- 25, rue Emile Vandamme 59350 Saint-André-lez-Lille
- Code AIOT : 0007003107
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe Dourdin est spécialisé dans la fabrication et la transformation de systèmes décoratifs

(dont des adhésifs), principalement destinés au marquage dans le secteur automobile. Les activités du groupe sont représentées dans 7 pays (France, Espagne, Portugal, Roumanie, Turquie, Chine et Brésil) et emploient 850 personnes. Le site de Saint André emploie 86 personnes. Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 24 octobre 2012. La société constitue un fournisseur de rang 1 pour Renault et Stellantis.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 3.1.2	Suspension	0 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au 3 avril 2025, la société Dourdin ne respecte pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 décembre 2024 demandant de respecter les dispositions de l'article 3.1.2 de son arrêté préfectoral du 24 octobre 2012, soit en cessant de produire sur la ligne ATLAS, soit en fournissant à l'Inspection de l'environnement une étude de risques sanitaires justifiant de l'absence de risque inacceptable. En ce qui concerne les autres points de la mise en demeure, les délais ne sont pas échus. L'exploitant avance sur ces points et a notamment passé commande pour la mise en service d'un nouvel oxydateur thermique. Le nouvel oxydateur thermique sera mis en service mi-juillet 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2012, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, dysfonctionnement incinérateur
Prescription contrôlée : En cas de dysfonctionnement de l'incinérateur de nature à remettre en cause le rendement d'épuration de 98,5%, les activités dont les rejets de COV sont pris en charge par l'incinérateur sont mises à l'arrêt. L'inspection des installations classées est informée et peut autoriser le redémarrage des installations sous réserve d'une demande présentée par l'exploitant dûment justifiée sur l'absence de risque sanitaire inacceptable et l'engagement de remise en service de l'incinérateur dans les meilleurs délais.
Constats : La société Dourdin exploite une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Saint-André-Lez-Lille. L'installation de fabrication de revêtements plastiques du site nommée ATLAS génère des rejets

atmosphériques qui sont canalisés pour traitement vers un oxydateur thermique (incinérateur) avant rejet.

Le 15 octobre 2024, l'exploitant informait l'inspection qu'après une opération de maintenance sur l'oxydateur thermique de son site (réparations de fuites), ce dernier été mis à l'arrêt depuis le 7 octobre 2024 suite à une température anormale constatée au niveau du lit catalytique lors du redémarrage.

Par ailleurs, l'exploitant précisait oralement avoir connu des dysfonctionnements sur l'oxydateur et ce depuis fin juin 2024. L'exploitant informait l'Inspection qu'afin de limiter les rejets à la cheminée de l'oxydateur, une partie des productions de l'installation de revêtement plastique ATLAS, dont les rejets sont traités par l'oxydateur thermique, serait sous-traitée à compter du 25 octobre 2024.

Par arrêté préfectoral du 2 décembre 2024, l'exploitant a donc été mis en demeure dans un délai de 1 mois de respecter les dispositions de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012, soit en cessant de produire sur la ligne ATLAS, soit en fournissant à l'Inspection de l'environnement une Etude de Risques Sanitaires (ERS) justifiant de l'absence de risque inacceptable.

L'exploitant a fait réaliser des prélèvements pour analyse sur la cheminée de l'oxydateur par la société KaliAir le 15 janvier 2025 afin de faire établir l'ERS par la société Kalies pour une remise de l'étude avant fin février.

Par courriel du 3 février, l'exploitant transmet à l'inspection un bon de commande pour la mise en service d'un nouvel oxydateur thermique qui sera opérationnel à partir de mi juillet 2025.

Par courriel du 6 mars 2025, l'exploitant informe l'Inspection de difficultés pour la construction de l'étude. Le screening détaillé des Composés Organiques Volatils (COV) étant incomplet et ne correspondant pas complètement au bilan des COV totaux mesurés, l'exploitant précise la nécessité de réalisation de nouvelles mesures plus exhaustives à l'émission.

Néanmoins l'exploitant précise qu'il serait en mesure de fournir la semaine suivante d'une ERS basée sur des résultats intermédiaires et sur des critères majorants.

Par courriel du 19 mars 2025 l'exploitant précise la réalisation de nouvelles mesures le 29 mars 2025 et estime un délai de trois mois pour transmettre l'ERS.

Par courriel du 21 mars 2025, l'exploitant informe l'inspection que sur la base des mesures réalisées le 15 janvier 2025, trois composés ont été retenus: le Toluène, l'Ethyl acétate et le 2-propanol,1-méthoxy. Toutefois ces trois COV, bien qu'identifiés, présentent des concentrations relativement faibles et ne sont pas en rapport avec la concentration totale en COV mesurée (somme de ces trois COV représentant environ 5 mg/Nm³ pour une concentration en COV non méthaniques mesurée de l'ordre de 300 mg/Nm³). Ces composés disposent de valeurs toxicologiques de référence (VTR) à seuil mais ne disposent pas de VTR sans seuil. Les résultats obtenus indiquent que les Quotients de Danger pour les effets systémiques sont inférieurs à 1 (QD < 1).

En seconde approche, l'exploitant s'est basé sur les deux COV retenus lors de l'ERS réalisée dans le cadre de sa demande d'autorisation de 2012 (avec incinération des COV): le Benzène et le Formaldéhyde. Les modélisations réalisées dans ce cadre montrent des QD supérieurs à 1 et des Excès de Risque Individuels inférieurs à 10⁵. Néanmoins l'exploitant précise que le benzène n'a pas été identifié lors du screening de COV réalisé le 15 janvier 2025.

Lors d'une réunion le 26 mars 2025, l'exploitant précise que les mesures initialement planifiées le 29 mars ont été avancées le jour même par le laboratoire KaliAir.

L'inspection réaffirme l'urgence de la fourniture de l'étude et l'inacceptabilité des délais proposés. L'inspection informe l'exploitant que des suites administratives et pénales seront alors proposées. L'inspection a également commandité le laboratoire d'analyse ENTIME pour la réalisation en urgence de mesures et analyses identiques, planifiées le 3 avril, et dont des résultats (partiels) seraient remis courant semaine 16 selon le laboratoire (délais d'analyses plus longs pour

certain paramètres).

Par courriel du 28 mars, l'exploitant précise le planning prévisionnel des sociétés Kaliair et Kaliès selon deux configurations :

1) Délai maximal avec transmission des résultats d'analyses semaine 19, transmission des calculs d'ERS (QD et ERI) semaine 22

2) Délai optimisé avec envoi des résultats d'analyses au fur et à mesure et transmission des résultats complets sous 4 semaines, transmission des calculs d'ERS semaine 21. En fonction de l'état d'avancement de la réception des résultats des mesures du laboratoire, le bureau d'étude propose que les résultats des calculs d'ERS soient transmis pour communication intermédiaire et présentation à l'inspection.

Par courriel du 1^{er} avril 2025, l'exploitant informe l'inspection des premiers résultats obtenus suite aux prélèvements réalisés le 26 mars 2025. Ces résultats montrent des concentrations majoritaires en 2-propanol-1-methoxy et éthyl acétate de 64 mg/Nm³ et 69mg/Nm³ pour une concentration globale en COV non méthaniques de l'ordre de 300 mg/Nm³. Le benzène n'a pas été détecté. Les autres paramètres (dans les premiers résultats disponibles), dont le formaldéhyde, ont été mesurés à des concentrations inférieures à 1 mg/m³. L'étude de risques sanitaires doit être poursuivie pour ces paramètres. L'exploitant précise qu'en considérant 50% de 2-propanol-1-methoxy et 50% d'acétate d'éthyle dans les rejets, les Quotients de Danger sont inférieurs à 1, les calculs de risques sanitaires sont acceptables.

L'inspection a accompagné le laboratoire ENTIME pour la réalisation en urgence des mesures et analyses. Il a été constaté que la ligne ATLAS était en fonctionnement et que l'oxydateur était à l'arrêt. Les rejets atmosphériques de la ligne ATLAS sont canalisés vers la cheminée de l'oxydateur thermique et sans traitement. Le laboratoire ENTIME a pu réaliser les prélèvements sur la cheminée de l'oxydateur thermique.

A ce jour, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 décembre 2024.

L'inspection propose donc de suspendre le fonctionnement de la ligne ATLAS tant que l'exploitant n'aura pas fourni une étude de risques sanitaires montrant l'absence de risque sanitaire inacceptable ou mis en service le nouvel oxydateur thermique prévu pour mi juillet 2025 (commande passée par l'exploitant le 31 janvier 2025).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension
Proposition de délais : 0 jour